

# Le libertaire

Redaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : N. Fauquier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU LIBERTAIRE  
FRANCE : 42 fr. l'an, 11 fr. six mois, 6 fr. trois mois.  
ÉTRANGER : 50 fr. l'an, 12 fr. six mois, 7 fr. trois mois.  
N. FAUCIER 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 67-73

POUR LE DROIT D'ASILE

## UNE GRANDE FÊTE

Dimanche prochain, 17 Mars, à 20 h. 45  
Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton

Tous ceux qui pensent que nous avons raison de tenter d'imposer chaque jour un respect, toujours plus grand, à l'égard de l'étranger réfugié en France, viendront à notre fête ; ils y passeront une agréable soirée et alimenteront la caisse du Comité de Défense du Droit d'Asile.

AU PROGRAMME :

LYNEL

Michel HERBERT

VALBEL

de l'Olympia

dans ses œuvres

de la Comédie Française

Germaine HILLBER  
des Concerts parisiens

Suzy VILLARD  
chanteuse d'opéra

Noële VERGÈS  
des Cabarets montmartrois

## LE TRIO DARIO

Célèbres Clowns de Médrano

PASCALE

BOURGADE

R-Paul GROFFE

dans ses œuvres

baryton

dans ses œuvres

Jean BASTIA

Roger TOZINY

Lily DUVERNEUIL

dans ses œuvres

dans ses œuvres

du Petit Casino

Roger TOZINY présentera les artistes

DARTO chantera et tiendra le piano

NOTA. — Prix unique des places : CINQ francs. Rideau à 20 h. 45. Pas de vente de programme. Certaines circonstances nous obligent à prévenir, les uns et les autres, que l'on ne pourra vendre aucun journal.

## VERS L'ABÎME...

Il faut bien le constater, notre époque marque une période de régression. Nous ne marchons pas vers l'émancipation humaine, mais vers l'esclavage le plus complet.

Jamais les partisans des méthodes d'autoritarisme le plus violent n'ont eu autant de cynisme, jamais ils n'ont manifesté une activité telle que celle qu'ils déploient actuellement.

Jamais non plus on n'a rencontré chez la masse exploitée, de plus en plus pressurée par l'Etat et le capital coalisés, autant d'inconscience, de veulerie.

Les unes après les autres, les maigres libertés dont nous jouissions s'évanouissent. Il n'est même plus besoin de loi. Un simple décret d'un préfet qui rêve de dictature suffit.

Il fut un temps où la classe ouvrière réagissait, où elle n'acceptait pas, sans protester avec force, un abus de pouvoir, un injustice trop flagrante.

Ce temps semble révolu !

Les gens au pouvoir peuvent aujourd'hui se permettre toutes les fantaisies. Ils sont sûrs de la passivité de ceux qu'ils briment.

Ils se disent, avec raison, qu'ils auraient tort de se gêner.

Il n'empêche que cela nous achemine, tout doucement, vers un régime gouvernemental qui n'aura rien à envier à celui de Mussolini ou de Staline.

Je sais bien que des gens à courte vue ne comprennent pas que l'on puisse accoler les noms de ces deux représentants de la dictature.

Staline n'incarne-t-il pas la dictature du peuple, de l'ouvrier, tandis que Mussolini ?

Ils n'oublient qu'une chose ces pauvres naïfs, c'est que la « dictature du prolétariat » n'est en réalité que celle du parti communiste, comme la dictature fasciste est celle du parti des chemises noires dont le Benito est le chef. Et il y a entre les deux fascismes, noir et rouge, tant de points de ressemblance, une telle similitude de procédés, que l'on peut mieux faire que les rapprocher l'un de l'autre.

Cela n'empêche pas, évidemment, les partisans de la Tcheka de s'élever avec

virulence contre le fascisme non prolétarien.

C'est ainsi que vient de se tenir à Berlin un congrès international antifasciste sous la présidence d'Henri Barbusse. Quelques centaines de délégués représentant les partis communistes ou leurs succédanés dits syndicalistes, y étaient assemblés.

Je ne voudrais pas faire de peine aux littérateurs « amis de l'U.R.S.S. » qui assistaient à ce congrès, « fraternellement mêlés aux travailleurs », mais il leur faudra bien, tout de même, reconnaître que toute la démagogie « communiste » porte à faux, lorsque nous entendons un Mussolini faire l'éloge des dictateurs russes, que nul n'ignore les bonnes relations des gouvernements russes et italiens, et qu'il était fortement question d'une représentation diplomatique russe au Vatican.

Le journaliste qui a fait le compte rendu du congrès de Berlin, après avoir signalé l'adoption à l'unanimité d'un amendement de Daniel Renoult ayant trait aux minorités nationales — dont le patriotisme est sacré — montre la volonté unanime « d'action efficace » qui animait tous les congressistes.

« Volonté unanime, ajoute-t-il, que tenta en vain de troubler la misérable manœuvre de vagues « représentants » anarchistes antisoviétiques. » Se trouverait-il donc des anarchistes soviétiques, c'est-à-dire bolchevistes, partisans de la dictature sur le prolétariat ?

Je serais curieux de savoir quelle fut, au juste, la « misérable manœuvre » dénoncée par le plume de l'Humanité.

Je parie que les camarades qui s'étaient fourvoyés chez les admirateurs du fascisme écarlate ont été vertement rabroués après avoir demandé quelques précisions sur la répression qui sévit, au pays où la révolution est faite, contre tous ceux qui se permettent d'exprimer publiquement une pensée non conforme avec celle des dirigeants du moment.

C'est un fait que le fascisme bourgeois gagne du terrain et que d'Italie, d'Espagne, de Roumanie, de Pologne, de Bulgarie monte la plainte des victi-

mes d'une forme de gouvernement la plus abjectement brutale qu'il soit.

C'est un fait qu'en Russie il n'existe aucune liberté.

Il est avéré qu'en notre pays des « Droits de l'Homme » un fascisme camouflé tend à étouffer toute liberté d'expression.

Et il est pénible de constater que, à part les explosions de révolutionnarisme verbal des engraisés de la Révolution, toutes ces horreurs, toutes ces exactions, tous les actes d'arbitraire ne sont pas capables de réveiller l'esprit de révolte chez un peuple qui semble mur pour la domestication intégrale.

Seuls les anarchistes pourraient réveiller les exploités de leur engourdissement s'ils s'attelaient résolument à la besogne. Il est temps de laisser de côté les discussions aussi fallacieuses que contradictoires sur des questions de pure métaphysique et de travailler à dresser la digue qui empêchera la vague fasciste de nous balayer tous, dans une synthèse parfaite, comme simples fétus.

C'est une question de vie ou de mort.

UN PARIA.

### PROPAGANDE - AGITATION

## La Tournée Bastien

Voici la liste des villes que le camarade Bastien pourra visiter lors de sa prochaine tournée : Paris, Gien, Cosne, Nevers, Clermont-Ferrand, Thiers, Saint-Etienne, Marseille, La Ciotat, Saint-Henri, Toulon, Oranges, Salan, Nîmes, Albi, Montpelier, Pézenas, Agde, La Peyrade, Béziers, Coursan, Béz, Narbonne, Lézignan, Ornat, Espéras, Toulouse-Laudunet, Mazamet, Agen, Bordeaux, Limoges, Tours, Angers, Trélazé, Orléans.

Pour éviter tout retard, qui ne pourrait qu'être préjudiciable à la réussite de cette tournée, il est demandé aux groupes cités ci-dessus de faire connaître, le plus tôt possible :

- 1° S'il accepte d'organiser une réunion dans leur localité ;
- 2° Le nombre d'affiches nécessaires ;
- 3° Les jours de la semaine qui leur conviennent le mieux pour organiser.

Pour les frais. — Les frais de voyage et de salaire de l'orateur seront également répartis entre les groupes organisateurs ; toutefois, une réduction sera consentie aux groupes trop faibles. Ces frais se monteront à 60 ou 70 fr. environ.

Les affiches, frais de chambre et d'hôtel devront être couverts par chaque groupe.

Pour la bonne réussite de notre propagande, camarades anarchistes, répondez sans retard !

La Fédération du Languedoc.

P.S. — Adresser toute la correspondance relative à cette tournée au secrétaire de la Fédération du Languedoc, qui est chargée de son organisation. Ecrire à Louis Estève, à Coursan (Aude).

### Comité d'Entr'aide

Réunion du Comité de l'Entr'aide, le vendredi, 22 mars 1929, à 20 heures 30. Bureau 40, 4<sup>e</sup> étage. Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

En ce moment le Comité soutient de nombreux prisonniers. Que chacun y pense et fasse un effort pour nous aider.

Adresser les fonds à Langlasse, Bureau du S. U. B., Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

## Pour le versement annuel

Quelques groupes et camarades ont répondu à l'appel de la semaine dernière.

L'esprit d'organisation qui anime l'ensemble de notre mouvement fera que d'ici peu tous auront effectué leur versement annuel de 10 fr. avec ou sans la carte.

Adresser des fonds au camarade Pierre Le-moellour, trésorier de l'U.A.C.R., 72, rue des Prairies, Paris (20°).

CERCLE D'ETUDES  
ET DE DOCUMENTATION

Jeu 21 Mars

A 21 heures, à l'Indépendance,  
48, rue Duhamel (18°)

SAINT-SIMON. — FOURIER. — CABET.  
CONSIDERANT  
par A. Barcelone

## A PROPOS DE L'UNITÉ

La presse d'avant-garde continue à en parler, surtout le bolcheviste. Tout le monde est à peu près unanime à regretter divisions, dissensions, polémiques acerbes, etc... mais la cause de l'entente, loin de progresser, se trouve toujours entravée par quelques nouveaux incidents, révélant que le mal est plus profond que d'aucuns ne pourraient le croire.

Disons brièvement notre opinion. Avant tout, nous sommes contraires à l'unité, s'il faut se la représenter comme toutes les pratiques présupposent d'ailleurs une unité théorique parmi les éléments avancés, qui n'a jamais existé, et qui signifierait tout simplement que nous avons à notre tour des dogmes immuables, indiscutables et infaillibles, toutes choses qui seraient à négation même des idées pour lesquelles nous luttons.

Une unité équivoque écartée, nous sommes au contraire pour une union de tous les jours dans la lutte contre chaque tentative fasciste, tous les participants gardant leur pleine et entière indépendance. Il n'est pas douteux que parmi les revendications séculaires de l'humanité, il y a celle de la liberté, le fascisme étant surtout combattu par nous précisément en tant que négation absolue de toute liberté individuelle. Dès lors une ligne, une alliance, une concentration antifasciste doit donner l'exemple de la pratique du libre accord. Si elle commence par imposer un renoncement, une discipline, une dépendance quelconque, il est certain que la fraction qui finira par être la plus forte voudra faire tourner le mouvement en vue de réaliser sa domination particulière.

Comment les bolchevistes surtout peuvent-ils penser que nous allons être, une fois de plus, leurs dupes ? En Russie, l'appui de nos camarades leur a été assuré dans la période la plus critique, parce qu'ils affirmaient vouloir la plus large liberté pour tous les révolutionnaires. Ce n'est que le pouvoir conquis qu'ils se sont réclamés de la dictature exclusive de leur parti et ont poursuivi l'écrasement de tous les autres groupements révolutionnaires.

Hors de Russie, ne fût-ce que pour défendre ce que leurs maîtres moscovites ont fait, les partis bolchevistes se sont trouvés dans l'impossibilité de parler d'un droit égal pour tous et ont nettement affirmé que, par la grâce de Marx et Lénine, ils étaient bien appelés à tout régenter, commander, soumettre et assujettir. Ils ont, au surplus, justifié emprisonnements, déportations, massacres contre tous ceux qui n'étaient pas bolchevistes. La perspective pour nous n'est vraiment pas faite pour nous engager à leur donner notre appui.

Les démocrates et les socialistes nous promettent au moins que notre liberté ne sera pas moindre que celle sous un régime libéral et démocratique d'avant-guerre. Evidemment nous jugeons plus qu'insuffisante, parfois seulement apparente une telle liberté, et préconisons la suppression de tout pouvoir politique, surtout après les dernières douloureuses expériences qui nous ont appris avec quelle facilité il est permis aujourd'hui encore de passer d'un régime constitutionnel à un régime d'arbitraire personnel. Nous n'entendons donc pas nous confondre avec eux, pas plus qu'avec tous les personnages s'offrant pour instituer une dictature.

Est-ce à dire qu'un accord, une action d'ensemble ne soient pas possibles ? Nullement. Bien que nous n'entendons guère prendre pour définitives les réalités d'aujourd'hui, profondément convaincus qu'elles ne seront pas celles de demain, il serait absurde de ne pas en tenir compte, surtout dès qu'une action s'impose.

Faible minorité dans la masse travaillaise, nous nous trouvons à combattre une réaction singulièrement puissante. Tous ceux qui, pour d'autres raisons que les nôtres, sont aussi intéressés à le faire, peuvent donc éventuellement se mettre avec nous et nous avec eux. Nous avons même à souhaiter qu'il en soit ainsi le plus souvent possible.

Prenons des exemples. Les droits et libertés démocratiques, si galvaudés qu'ils aient pu être, n'en ont pas moins toujours une réelle importance. Nous tenons à pouvoir faire des grèves, manifestations, meetings ; nous sentons l'importance de la plus large liberté d'opinion possible se manifestant au moyen d'affiches, de journaux, de publications diverses, d'une propagande publique individuelle ou collective, etc. Chaque fois qu'il y a atteinte à ces droits et libertés, que ce soit contre les socialistes ou les communistes, les librepenseurs ou les membres de la Ligue des droits de l'homme, les syndiqués ou même une individualité isolée, nous devons spontanément adhérer tous au mouvement de protestation et de résistance qui sera jugé nécessaire.

Pour cela il n'y a pas besoin de constituer des ligues spéciales qui, prenant chacune un caractère de parti, sont tout d'abord un empêchement qu'une aide à l'union. On le voit bien actuellement. Une alliance antifasciste s'est constituée sous l'initiative du Parti communiste. Tous ceux qui ne sont pas bolchevistes ne peuvent que lui témoigner de la méfiance. D'autre part, il y a une concentration antifasciste républicaine et social-démocrate, dont ceux qui n'appartiennent pas à ces partis ne peu-

vent appuyer l'activité dans la crainte de les favoriser contre leur propre organisation.

Ainsi, chaque groupement non seulement ne souhaite pas qu'un autre triomphe des persécutions, mais se réjouit en somme de le voir dans l'impuissance. Et tous ensemble nous demeurons les éternels vaincus.

Proudhon l'avait fort bien dit : « Il faut remplacer dans le catéchisme politique la conquête du pouvoir par le renoncement au pouvoir. » Cela est surtout vrai entre groupements d'avant-garde qui veulent faire œuvre de défense commune. Si, en même temps, chacun d'entre eux se propose un but de domination sur tous, comme il n'y a jamais eu de pouvoir au consentement universel, la soi-disant unité sera remplacée par une lutte intestine non seulement entre groupes différents alliés, mais au sein du même groupe. Ce qui s'est passé en Russie avec Trotsky et ses partisans en est la preuve. Le parti de la dictature s'est divisé lui-même, chacun se croyant être le premier des dictateurs.

Aucun parti n'a le droit de se donner pour le prolétariat tout entier et s'il le fait, c'est qu'il veut le compte asservir les masses par la violence, autrement dit recommencer l'œuvre séculaire de tous les tyrans du passé, peu importe si avec des formes et des buts quelque peu renouvelés. La conclusion sera que l'émancipation reste toujours à réaliser.

Bref, veut-on l'union dans l'indépendance de tous ou sous la dépendance de tel parti ? Ce n'est pas tout. Le droit commun à chacun est-il définitif ou ne l'est-il qu'en attendant de pouvoir le supprimer ? Lorsqu'il n'y a pas accord sur le pouvoir à reconnaître, l'union à réaliser ne saurait qu'avoir un caractère anarchique, même si sa besogne a un programme beaucoup plus modeste que l'anarchie.

DU RÉCÉL ANARCHISTE.

## PROPOS d'un PARIA.

Les « camarades flics » ou si vous aimez mieux « les frères flics » pour employer une expression qui ne fit guère honneur à son auteur en une époque autrement vivante, pourtant, celle que nous traversons, sont à l'ordre du jour.

Depuis plusieurs jours, la presse de grande, comme de petite information, consacre des colonnes à un événement, pour le moins sensationnel. Le Centenaire des Gardiens de la Paix. Pensez donc ! Il y a cent ans que fut créé, pour la plus grande sécurité des privilégiés bourgeois, ce corps de mercenaires qui, depuis, n'a cessé de croître et d'embellir, sinon du point de vue vestimentaire, du moins de celui du nombre et de la qualité.

Car il y en a de plus en plus : à pied, à bicyclette, voire en automobile. Ils sont partout, mais surtout où leur présence semble le moins indiquée. A part quelques-uns qui ont l'aspect d'individus normaux, il faut une exception à toute règle, la plupart vous regardent d'un air tellement stupide que l'on est tenté de se demander s'ils ne vous prendraient pas, par hasard, pour un train de marchandise. Il est évident, que pour faire un métier pareil, il faut prendre ce qui se présente.

Nous savons trop ce que nous devons à ces défenseurs de l'ordre bourgeois : coups de matraque, passages à tabac, horions variés assainis d'épithètes adéquate à l'intelligence de leurs auteurs, pour ne pas nous intéresser à tout ce qui touche à leur sympathique corporation.

Aussi, est-ce avec une joie sans mélange que nous avons lu les articles dihyramtiques de la grande presse sur les « agents qui sont de braves gens », sur leur dur métier, sur la sagacité de leur chef et l'affection quasi maternelle que semble éprouver madame la chevalière pour les « collégiens » de son époque.

Mais, le bouquet de cette joyeuse fête, fut surtout le discours que prononça le ministre Tardieu qui, pour la circonstance, était accompagné du Gastonot national, de Pomcaré et autres huiles de moindre densité.

« Je suis fier, a déclaré le « combinard » de l'intérieur, d'être le chef des gardiens de la paix. Ils maintiennent la paix à Paris. Or, Paris en paix, c'est la France en ordre. »

Vous pouvez être sûrs que ces paroles, aussi peu éloquentes soient-elles, n'en constituent pas moins une menace et ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd.

Pour assurer l'ordre à Paris, c'est-à-dire pour éviter aux repus des troubles digestifs, tous les moyens seront employés. Et les « braves » gardiens de la « paix », pour assurer cet ordre si cher aux tripoteurs, aux mercantis, à tous les profiteurs, seront lâchés en toutes occasions : sur les travailleurs désarmés qu'ils assommeront copieusement sous le regard attendri de tous les admirateurs avoués ou honteux du fascisme mussolinien.

En vérité, toute cette publicité faite autour des flics et de leur chef cache quelque mauvais coup prochain.

Que ne sommes-nous nés cent ans plus tôt ! — Pierre Mualda.



## L'organisation rationnelle de la production

### II. — Organisation particulière d'une industrie

Organiser une industrie, c'est, compte tenu de sa place dans l'ensemble général, lui assigner ses buts propres et systématiser l'action de ses éléments. On préconise, à cet effet, d'une part, la standardisation ou normalisation, d'autre part, le recours à des accords, des cartels entre les diverses entreprises de la catégorie considérée. Ces procédés ont fait l'objet d'un programme élaboré par M. Hoover, l'actuel président des Etats-Unis. En ce qui concerne le premier point, il dit à l'article 7 : « Economie dans la fabrication et la distribution par la détermination de sortes, de qualités, de grandeurs et d'exécution pour les articles du commerce non assujettis à la mode, par la réduction du nombre et des grandeurs de beaucoup d'articles industriels et de la diversité inutile des produits, par l'établissement uniforme des documents commerciaux, tels que formules de commande, connaissances, warrants, etc... »

En principe, rien de plus recommandable que ce souci de ramener à de justes proportions, après étude et détermination exacte des besoins, la multiplicité des types d'articles usuels, et de codifier les pratiques commerciales, afin d'épargner les fausses manœuvres les contestations et les tromperies. On s'est étonné, à juste titre, de voir à que la moindre usine stéphanoise ait vingt modèles de bécanes, quarante modèles de pédales, soixante-dix modèles de rondelles de direction ». M. Hoover a évalué à 25 ou 30 0/0 des frais de production, le gaspillage dû à des causes évitables.

Voici (empruntés à l'Atelier) quelques résultats remarquables. Après simple entente entre les intéressés et le ministre du Commerce des U. S. et recommandations publiées au « Bulletin Officiel », dans les industries des métaux, du bois, du papier, du ciment, du textile et dans le commerce, on a diminué de 73 0/0 les variétés existantes. Les sortes de pavés ont été ramenées de 66 à 4 ; les diverses espèces de limes ont été réduites de 1.351 à 496 ; les porcelaines pour hôtels, de 700 à 150 ; les types de verres, de 30 à 10 ; de 15 à 3, ceux des tapis. On faisait 170 formes de lampes électriques, on n'en fabrique plus que 8 types normaux. Dans l'industrie automobile le nombre des modèles de roues est passé de 66 à 7. Même dans des métiers soumis à la mode, on a pu obtenir des résultats intéressants : « Une fabrique de chapeaux de feutre pour hommes vendait naguère 3.684 modèles ou couleurs ; elle n'a conservé que 7 modèles et 10 couleurs, d'où simplification considérable de sa production. Une entreprise de chaussures avait à son catalogue 3 qualités en 2.500 modèles, elle se contente aujourd'hui d'offrir une qualité en 100 modèles. Le résultat est que les frais de production ont diminué de 31 0/0, les frais généraux de 28 0/0, le prix de vente de 27 0/0 ; mais son écoulement s'est accru de moitié. »

Voyons maintenant le revers de la médaille. Assurément la standardisation ne soulève aucune objection tant qu'elle ne vise qu'à assurer l'interchangeabilité de pièces séparées, l'uniformisation des engins industriels, des produits demi-finis, ou même des matières premières, sous la réserve que celles-ci comprennent assez d'espèces pour se prêter à d'innombrables combinaisons. Longtemps avant que l'on nous ait prôné l'exemple américain, le commerce s'était déjà engagé dans la même voie : les dimensions des bois bruts, des fers profilés, des tôles tendaient à se régulariser ; des conventions internationales régissaient la fabrication des vis et écrous. En facilitant la multiplication des produits la normalisation concourt au bien-être général, pourvu qu'elle ne s'effectue pas aux dépens de la qualité. Il faut aussi qu'elle satisfasse à une condition supplémentaire : ne pas s'opposer d'une façon trop absolue à notre goût pour la diversité. Il est nombre d'objets, même parmi les plus usuels, dont l'homme aime à s'entourer, dont il fait un prolongement de sa personnalité et qui l'aident à la caractériser. Ce sentiment exige le respect.

Un ingénieur a fait plaisamment remarquer que, s'il est vrai, que les besoins alimentaires absorbent la plus grosse fraction des ressources du travailleur, c'est en s'appliquant à la standardisation de ces besoins que l'on réaliserait la plus grosse économie. Mais qui ne se révolterait contre un régime uniforme ! Certain de nos ministres n'a-t-il pas acquis jadis une popularité temporaire en inaugurant à la caserne la variété des menus ?

L'imagination, la fantaisie même, ne sont pas seulement les animatrices de la recherche esthétique, elles provoquent aussi l'invention scientifique et sont indispensables au développement de l'industrie dont elles garantissent la perfectibilité. Tomber dans la banalité sous prétexte d'économie n'est pas un progrès mais une déchéance.

Pour d'autres motifs encore, la production en grande série compromet le progrès. Réalisée le plus souvent par la victoire d'un établissement sur des rivaux plus dépourvus de ressources pécuniaires, allant donc de pair avec la concentration des entreprises, elle est alourdie par des charges financières et des frais commerciaux considérables, immobilisations en terrains, bâtiments, machines exigeant l'appel au crédit ; enfin, publicité coûteuse. Elle ne peut, en effet, rémunérer les capitaux auxquels elle a fait appel que grâce à un débit intensifié. Un jour arrive où le modèle standard ne peut plus être absorbé par le public, ou trop largement approvisionné, ou bien lassé.

Il faudra modifier tout à coup un immense matériel trop spécialisé ; de là des frais supplémentaires, la nécessité de réintroduire des variétés susceptibles d'attirer l'acheteur et, au total, un gaspillage massif équivalent à celui que l'on s'était proposé d'éviter ; parfois crise aiguë et s'il y a resserrement du marché, chômage du personnel.

Au lieu d'une usine monstrueuse fabriquant quelques modèles uniformes, ne vaut-il pas mieux en avoir plusieurs adaptées aux goûts et aux désirs régionaux qui ont souvent leur raison d'être ? Les perfectionnements alors pourraient s'effectuer graduellement, les risques de crises seraient plus aisément compensés. Le travailleur serait moins exposé à subir, non

seulement un dommage matériel, mais une diminution intellectuelle, car nous verrons que la standardisation de la machine et du produit est un acheminement à celle de l'homme.

D'ailleurs, en Allemagne, où la rationalisation eut autant de vogue qu'en Amérique, au congrès du Reichsverband, en août 1927, on a proclamé comme directive : c'est par la qualité et non pas la fabrication en série, non par les seuls bas prix que les marchandises allemandes se frayeront un chemin. Cependant, chez nos voisins, c'est plutôt sur les méthodes que sur les produits que la normalisation a porté. Quant à l'art de rejeter dans son principe, elle ne peut être généralisée sans ménagements, surtout en régime capitaliste et compétitif où le profit est le seul mobile des dirigeants, où le producteur et le consommateur ne se trouvent plus en présence d'une poussière d'entreprises sur lesquelles leur action peut s'exercer, mais devant des puissances coalisées et concentrées toujours plus inhumaines.

Ce qui a trait à la systématisation de chaque catégorie d'industrie n'est qu'esquisse au programme Hoover. Les 7<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> paragraphes stipulent : services de statistique sur la production, la répartition, les stocks et le prix des marchandises, tant dans le pays qu'à l'étranger, comme moyen d'éliminer les à-coups et la spéculation irrationnelle sur les affaires. Développement de la procédure d'arbitrage dans le commerce, pour éliminer le gaspillage des conflits judiciaires.

On remarque que, lorsqu'il s'agit de statistique, le recensement direct des besoins n'est pas envisagé ; on ne les apprécie que d'après le volume des stocks, excès de l'offre sur la demande, alors qu'il faudrait peser leur importance, les séries et leur adaptation à la production. Au lieu de se placer au point de vue social, on reste confiné sur le terrain mercantile. Pas de rationalisation véritable, sans éducation du consommateur obtenue par l'éducation de son goût, l'équilibration et l'affinement de ses facultés. Nous verrons bientôt que les conditions du travail rationalisé ne sont guère favorables à ces desiderata et que si, occasionnellement, M. Hoover parle de méthodes de travail plus saines, il est à craindre que les industriels de son pays se préoccupent plutôt de vigueur physique que de santé intellectuelle.

Quant à l'harmonie mentionnée au paragraphe 10, les moyens d'y atteindre sont laissés dans l'ombre. Mais nous savons qu'il s'agit d'ententes et de cartels. Après une longue période de concurrence effrénée, les entrepreneurs se sont rendu compte des atermoiements et se sont mis à la poursuite individuelle du plus gros bénéfice. En s'entendant ils prétendent prévenir les conflits les plus acharnés, où l'on utilise des armes les plus coûteuses, allant jusqu'à la vente à perte pour ruiner l'adversaire. Ils forment donc des comités, des syndicats, qui unifient les prix de vente, assignent à chacun des zones à desservir, contingentent la production, instituent même une caisse centrale chargée de recueillir les amendes infligées à ceux qui dépassent le quantum attribué et de donner une compensation pécuniaire à ceux qui ont été empêchés de l'atteindre ; des traites signées en blanc permettent la perception sans intervention judiciaire.

Que vaut cette concentration horizontale ? L'Allemagne y a recouru l'une des premières ; les ententes qu'elle a nouées ont débordé ses frontières ; c'est ainsi que son industrie métallurgique a passé des conventions avec les sidérurgies de France, de Belgique, du Luxembourg et de la Sarre. Mais les obstacles ne peuvent être surmontés tant que la rationalisation n'est pas étendue à tout l'ensemble des productions. Les accords de 1926 durent fréquemment être révisés.

De plus, la cartellisation a trop favorisé les grosses entreprises. Pour échapper à leur étroitesse les petites se sont livrées à des trafics clandestins, mettant en échec les accords qu'elles avaient dû souscrire malgré elles. De leur côté, les détaillants se sont souvent unis pour résister aux exigences des coalisés. Un cartel ne peut aboutir à la suppression du désordre économique qu'à la condition d'absorber, pour la soumettre à une seule autorité, toute une industrie. Mais alors, c'est la suppression de toute autonomie et l'empêchement certain à la formation des cadres de l'industrie.

Autre écueil : la rationalisation est à l'heure actuelle engagée dans un cercle vicieux. Alors que beaucoup d'industries souffrent d'une surabondance de la production, elle va leur donner les moyens de produire davantage. On sortira de l'impasse ; mais à quel prix ? Aussi, dit l'un des membres les plus notables de l'Union des Syndicats d'ingénieurs, je suis bien convaincu que la rationalisation ne se fera en France qu'à contresens, par entente plus ou moins étroite entre les industriels pour diminuer la production, restreindre le personnel et augmenter les prix. Les ouvriers, les techniciens, les consommateurs feront les frais de l'opération. » On spécialisera chaque usine et l'on fermera celles qui seront de trop, sans considération pour leur personnel.

En définitive, statistique des besoins et standardisation des produits achevés ne peuvent se faire rationnellement qu'avec le concours des consommateurs associés librement en coopératives. Quant à la systématisation de chaque catégorie de la production loin de se faire sous la forme impérialiste adoptée par le capitalisme, forme réfractaire au progrès parce qu'elle refère les initiatives et immobilise la technique, elle ne doit être recherchée que dans la constitution de chaque industrie en fédération d'établissements largement autonomes, forme qui intéresse chaque agent producteur au rendement de l'affaire parce qu'en lui concédant une part légitime d'activité propre elle lui assigne une part correspondante de responsabilité.

G. GOUJON.

## AUJOURD'HUI COMME HIER

### LA CHASSE EST OUVERTE

DEDIE A CHIAPPE  
A L'OCCASION  
D'UN CENTENAIRE

La « rafle » est une institution éminemment française. A Londres, où la liberté individuelle d'une fille paraît aussi respectable que celle d'une duchesse, la rafle est totalement inconnue. Chez nous, elle constitue une des plus fermes colonnes destinées à soutenir l'édifice social.

Aussi, depuis huit jours, n'est-il question, dans les journaux, que des bonnes captures opérées par les gendarmes de la préfecture. Cinquante vagabonds par-ci, quinze mendiants par-là, plus trente ou quarante filles, cueillies un peu partout. On croirait lire le compte rendu d'une de ces chasses présidentielles où trois cent cinquante pièces de gibier ont été inscrites au tableau.

On arrête les vagabonds, c'est-à-dire les individus sans domicile, afin de leur en donner un fait-on au Dépôt, la mesure pourrait encore s'expliquer ; mais en quoi le fait d'être « fille », c'est-à-dire inscrite à la police, peut-il être considéré comme un délit ?

C'est soi-disant afin de réglementer la prostitution qu'on donne aux femmes qui s'y livrent une carte qui les oblige à certaines corvées et facilite ainsi la surveillance. En même temps que cette inscription constate leur métier, elle a évidemment pour objet de leur permettre de l'exercer. Si, après leur avoir délivré ce brevet de racolage, on les appréhende sous prétexte qu'elles racolent ou même qu'elles le portent sur elles comme indicateur de leur profession, elles sont, il faut le reconnaître, bien naïves de se faire ainsi appliquer un numéro matricule qui, au lieu de les protéger contre les fantaisies des agents, ne sert qu'à les désigner à leurs brutalités.

La carte concédée à une fille publique est une patente comme une autre. Puisqu'on doit l'arrêter quand elle en use, et aussi quand elle n'en use pas, il serait au moins loyal de ne pas la lui délivrer. Ces malheureuses, trop ignares ou trop apeurées, n'essaient même pas d'opposer ce raisonnement aux injonctions des mouchards qui les poussent dans le panier à salade. D'ailleurs, elles l'essayeraient, que les agents qui les emballent leur répondraient par un coup de poing susceptible de casser quatre ou cinq dents à celle qui le recevrait.

Quant aux mendiants, ils ne sont mendiants qu'au moment où ils mendient. Or, quand on emmène au poste un homme déguenillé, pris dans une rafle, il est certain qu'il ne mendie pas au moment de l'opération. La mendicité, pour être punissable, doit nécessairement être prise sur le fait. L'arrestation d'un homme qui ne commet pas le délit pour lequel on l'arrête est donc arbitraire et inique au premier chef.

Enfin — et cette dernière question est peut-être la plus grave de toutes — je lisais, il y a quelques jours, que la police avait fait une descente dans plusieurs hôtels « borgnes » du douzième arrondissement, et y avait mis la main sur un certain nombre de gens « sans aveu ».

D'abord, qu'est-ce qu'un hôtel borgne ? Et à quels signes M. Lépine reconnaît-il que tel hôtel est borgne et que tel autre a ses deux yeux ? J'avoue que j'aurais toutes les peines du monde à établir cette distinction. Supposez maintenant le préfet de police disant à ses agents, lesquels sont presque tous des maisons centrales et savent tout au plus signer leur nom : « Vous allez fouiller les hôtels borgnes des vingt arrondissements, et vous m'enverrez au Dépôt tous ceux qui vous y paraîtront suspects. »

Les illettrés des brigades des mœurs sont parfaitement capables de déclarer que l'hôtel Meurice, l'hôtel du Louvre et même l'hôtel Meurice, où descendent d'ordinaire les souverains en voyage, leur ont paru borgnes et qu'ils y ont saisi des tas de gens qui s'y sont fait inscrire sous des noms d'emprunt : par exemple, une veuve Bonaparte, qui a prétendu s'appeler comtesse de Pierrefonds, et un certain Obrenovitch qui, sur le livre de la maison, a simplement signé du prénom d'Alexandre.

Un homme riche ou pauvre, qui a payé cinquante francs ou cinquante centimes pour passer la nuit dans une maison meublée, est chez lui au même titre que s'il avait signé avec un propriétaire un bail de trois, six, neuf. Ses meubles sont à lui, tant que dure la location de la chambre d'hôtel où il couche. Venir troubler son sommeil et le saisir au corps lorsqu'il n'est inculpé d'aucun méfait, est une violation de domicile absolument caractérisée.

En Angleterre, où le domicile est inviolable aussi bien à l'hôtel qu'ailleurs, le locataire victime d'une pareille agression policière brûlerait la cervelle à l'agent et ne serait même pas poursuivi, ne pouvant être considéré que comme un homme s'étant défendu contre l'attaque d'un cambrioleur.

En France, c'est autre chose : nous sommes tous, depuis la naissance jusqu'à la mort, sous la surveillance de la haute police. Et, chez nous, la haute police, c'est ce qu'on peut imaginer de plus bas.

HENRI ROCHEFORT.

(L'Intransigeant, 18 août 1895.)

ABONNEZ-VOUS  
REABONNEZ-VOUS

### L'ETHIQUE

par  
Pierre KROPOTKINE

traduit du russe  
par M. GOLDSMITH

1 volume : 18 francs, franco.

## POUR FAIRE PENSER

### Le communisme, avenir de la société

Il y a des conditions d'existence pour tous les organismes. En dehors de ces conditions, ils ne sont pas viables. La communauté ne peut s'improviser, parce qu'elle sera une conséquence de l'instruction, qui ne s'improviser pas davantage. N'oublions pas la race des vampires qui est aussi celle des caméléons. Elle ne disparaîtrait pas plus, le lendemain de la Révolution, que la race des naifs et des simples, sa pâture ordinaire.

Les habits seraient tôt retournés. On verrait surgir de terre, en foule, comme les champignons après l'orage, des charlatans de communisme pour embrigader les hommes, des tartufes de communauté pour embobeler les femmes. A eux, prise infaillible de l'intrigue, la gérance, c'est-à-dire la disposition discrétionnaire des biens communs. La masse des ignorants deviendrait leur proie et leur armée... absolument comme aujourd'hui, avec des conséquences bien autrement terribles : une telle mêlée de tyrannie et de désordre que la contre-révolution arriverait foudroyante, non pour un jour, mais pour de longues années, sous les terreurs vivaces du souvenir. Un bond effroyable en arrière !

N'est-ce point d'ailleurs folie de s'imaginer que, par une simple culture, la société va retomber sur ses pieds, reconstruite à neuf ? Non ! les choses ne se passent pas ainsi, ni chez les hommes, ni dans la nature.

La communauté s'avancera pas à pas, parallèlement à l'instruction, sa compagne et son guide, jamais en avant, jamais en arrière, toujours de front. Elle sera complète le jour où, grâce à l'universalité des lumières, pas un seul homme ne pourra être la dupe d'un autre. Ce jour-là, nul ne voudra souffrir l'inégalité de fortune. Or, le communisme seul satisfait à cette condition. Les gens instruits ne la subissent aujourd'hui, cette inégalité, que par une nécessité d'honneur. Contre le vol social, la conscience interdit, au nom de la solidarité, toutes représailles particulières. Le voleur n'est qu'un ému du dépraveur capitaliste.

On objectera peut-être que l'égalité de l'éducation n'entraîne point du tout celle des intelligences, et qu'il restera toujours l'inégalité des cerveaux pour constituer une hiérarchie intellectuelle, depuis le génie jusqu'à la nullité.

D'accord. Mais chez le plus pauvre cerveau, l'instruction intégrale sera une armure suffisante, à l'épreuve de la tromperie, quel qu'en soit le masque. L'expérience le prouve. L'exploiteur rencontre sur chaque visage ce sourire écarant qui veut dire : « Blandissez, va ! » La conviction de son impuissance lui épargnera ce déboire. D'ailleurs, l'ordre établi n'étant point une improvisation, la race des vampires aura eu le temps de s'acclimater et de se résigner au nouveau milieu. Qu'on ne s'y trompe pas, la fraternité, c'est l'impossibilité de tuer son frère.

La plus utile des facultés humaines, la faculté protectrice par excellence, qui nous défend à la fois contre le dedans et le dehors, contre les autres et contre nous-mêmes, le jugement, trop rare aujourd'hui, prendra, par l'instruction intégrale, un essor prodigieux qui en fera l'arme de la société nouvelle. Fruit de l'expérience et de la comparaison, il y puisera une force inconnue. C'en sera fait alors de la ruse. Une clairvoyance implacable ira la dépitier sous ses derniers déguisements. Fripons et dupes cesseront de former les deux grandes divisions de l'humanité.

Déjà la crudité est partout battue en brèche. L'armée noire garde encore sous séquestre les enfants et les femmes. Les hommes l'abandonner. Tenir l'enfant et perdre l'adulte ! Avoir toujours à soi, par privilège, la page blanche où se gravent si aisément les impressions ineffaçables, et les voir ensuite effacer, remplacer, travail si rude ! Quelle sentence irrévocable !

Le génie demeurera une exception. Le jugement deviendra l'apanage commun. Il suffira pour détrôner à jamais l'hypocrisie, reine actuelle du monde. Tartufes de sentiment, tartufes de dévouement, tartufes de cordialité, tartufes de candeur, tartufes de chevalerie, tartufes de vertu, tartufes de bonhomie, tartufes de bienveillance, tartufes, mes amis, abominables pestes, vous serez démasqués à la minute, la plus infamante de toutes, ne sera plus qu'un souvenir historique, souvenir d'étonnement et d'horreur.

Les yeux auront des regards si perçants que, chez tout individu, défauts et qualités se complèteront un à un, comme dans un bocal de verre. Ah ! il faudra marcher droit, sous peine des rires et des huées. Et cependant l'indulgence sera le fond général des esprits, car le libre arbitre, par arrêt définitif de la science, aura cessé d'exister. Quant au crime, disparu avec le capital et la religion, ses père et mère.

Telles seront, d'après nous, les conséquences de l'universalité des lumières. Notez que, dans cet horoscope, le communisme figure comme simple effet, non comme cause. Il naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là.

Or, on lui reproche d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Certes, s'il venait, par force, avant terme ce triste avorton ferait fuir à toutes jambes vers les oignons d'Egypte. Mais s'il doit être le fils de la science, qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère ? Ou sont d'ailleurs les preuves à l'appui de l'imputation qu'on lui lance ? Elle n'est qu'une insulte gratuite, paillard l'accusé n'a jamais vécu.

Et au nom de quoi cette arrogante supposition ? Au nom de l'individualisme qui, depuis des milliers d'années, assassine en permanence la liberté et l'individu. Combien sont-ils, dans notre espèce, les individus dont il n'a pas fait des îlots et des victimes ? Un sur dix mille peut-être. Dix mille martyrs pour un bourreau ! Dix mille esclaves pour un tyran ! Et l'on plaide de par la liberté ! Je comprends : quelque sinistre escobarde, embusquée derrière une définition. L'oligarchie ne s'intitule-t-

elle pas démocratie, le parjure honnêteté, l'égoïsme modération ?

La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons : c'est la liberté d'asservir, la liberté d'exploiter à merci la liberté des grandes existences, comme dit Renan, avec les multitudes pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.

Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice d'une portion de sa liberté, en d'autres termes, que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obérée par l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 20.000, 30.000 100.000 ? Innombrables les tarifs, innombrables leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.

Tout empiètement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus, d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité.

Seule, l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépane sans pitié et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu ; l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un, tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre, et l'immole par hécatombe à la sanglante trinité Loyola, César et Shylock ; après quoi il dit avec flegme : « La communauté serait le sacrifice de l'individu. »

Elle troublerait le festin des anthropophages, cela est clair. Mais ceux qui en font les frais ne trouveront pas mauvais ce dérangements. C'est l'essentiel. Sous quel prétexte d'ailleurs nous chercher querelle ? S'agit-il d'imposer le communisme à priori ? Nullement. On se borne à prédire qu'il sera le résultat infaillible de l'instruction universalisée. Qui pourrait condamner le développement rapide des lumières ? S'il doit s'en suivre l'avènement régulier de la communauté, personne n'a mot à dire.

Chacun proclame l'instruction, la seule réponse possible aux énigmes du sphinx social. Il n'est pas bien sûr que cette invocation soit sincère dans toutes les bouches. Il en est encore de ce mot comme de tous ceux qui posent un problème. Autant de partis, autant de définitions. Pour les prêtres, c'est le catéchisme et point de science ; pour les socialistes, c'est la science et plus de catéchisme.

Rien d'étonnant dès lors, dans cette unanimité des voix. Elle n'en cache pas moins une guerre à mort. Le peuple n'a pas à s'en inquiéter. Il est sûr, à l'arrière-pensée, lui, et ne prend point de fausses enseignes, il a toujours écrit sur la sienne : Liberté. L'instruction, avec un sens étroit et précis. Le cléricisme au contraire, après avoir longtemps chargé ces deux mots de ses anathèmes, s'est ravi voyant son impuissance, et les colle aujourd'hui à sa bannière, pour bénéficier de leur prestige. Double et impudent mensonge. Que lui importe pourvu qu'il fasse des dupes !

Que le conservatisme présente ou conduise la diffusion des lumières, son alliance avec l'éteignoir le dit assez haut. Plus d'ignorance, plus d'oppression ! Il est sapé par la base, et lutte pour prolonger les ténèbres, son milieu vital. Au socialisme la tâche opposée : faire émerger de la nuit, présente le ciel lumineux qui éclairera sa victoire, victoire de la justice et du sens commun, sur la malveillance et l'absurdité. Sa mission alors sera remplie.

On prétend toutefois exiger de lui davantage. La doctrine capitaliste, qui a combié et comble encore le genre humain de tant de bienfaits, se tourmente fort de voir son purfil s'acheminer vers d'autres drapreaux. Dans sa sollicitude, elle somme le communisme, son jeune rival, d'exposer par le menu les détails de l'organisation future, de résoudre toutes les difficultés qu'il lui plaît de prévoir, de servir enfin à sa curiosité un édifice complet de la cave au grenier, sans omission d'un clou ni d'une cheville.

Comment le citoyen de la nouvelle Salette disposera-t-il de sa personne, de son temps, de ses fantaisies de voyage ou de repos ?

Qui lavera la vaisselle ? Qui bannera ? Qui videra les pots de chambre et remplira les tinettes ? Qui tirera la houille des mines, etc. ?

A ces interrogations impertinentes une seule réponse : « Cela ne vous regarde pas, ni moi non plus. »

Eh ! quoi ! Voici quarante à cinquante millions d'hommes, tous ferrés à glace, mieux que pas un académicien, tous armés de pied en cap contre la violence et la ruse, tous susceptibles comme des sensitives, ombrageux comme des chevaux sauvages. Rien de ce quelque chose d'exécutable et d'exécuté qui s'appelle un gouvernement ne pourrait montrer son nez au milieu d'eux : pas une ombre d'autorité, pas un atome de contrainte, pas un souffle d'influence ! Et ces quarante millions de capacités, à qui nul de nous n'irait à la cheville, auraient besoin, pour s'organiser, de nos conseils, de nos règlements, de notre férule ! Il ne sauraient, sans nous, où trouver des chemises et des culottes, et ils seraient gens à mettre dans leur oreille si nous ne les avions prévus qu'on mange par la bouche ! C'est fort. Quant à moi, s'ils venaient me relancer dans ma tombe sur la question des pots de chambre, je leur dirais tout net : « Quand on ne sait pas se boucher le nez, on se bouche le derrière. »

Nos quarante immortels eux-mêmes, si une multiplication soudaine par six zéros improvisait un million de Thiers, un million d'Olivier, un million de Dupanloup, etc., avec la France déserte à leur disposition, croyez-vous bonnement que, montés au chiffre de quarante millions, ils passeraient tout leur temps à s'adresser des harangues, en vers et en prose ?

(A suivre.)

Auguste BLANQUI.  
Critique sociale, Capital et Travail.







